

L'OMISSION DES ÉMISSIONS :

Comment les échappatoires dont bénéficie l'industrie forestière mettent en péril le leadership du Canada en matière de climat

Sommaire exécutif

Tout comme une transition rapide vers l'abandon des combustibles fossiles, la protection des forêts de la planète est essentielle si l'on veut éviter les pires conséquences des changements climatiques. En plus de leur importance pour le maintien de la biodiversité, les forêts jouent un rôle irremplaçable dans la régulation mondiale du carbone, absorbant chaque année un tiers des émissions de carbone d'origine humaine dans l'atmosphère et stockant ce carbone à long terme dans leur sol et leur végétation. C'est pourquoi la protection et la restauration des forêts sont des piliers incontournables des efforts internationaux visant à faire progresser les solutions climatiques naturelles (ou solutions nature, c'est-à-dire des actions pour préserver et renforcer le rôle des écosystèmes dans l'absorption et le stockage du carbone).¹ La protection des forêts primaires, c'est-à-dire des forêts qui n'ont jamais été touchées par des perturbations humaines importantes, est particulièrement importante. Ces forêts, qui disparaissent rapidement, ont une valeur unique pour le climat et la biodiversité. Une fois disparues, elles sont irremplaçables.

© Gordon Pusnik/Shutterstock



La forêt boréale canadienne, qui abrite certaines des dernières grandes étendues de forêt primaire au monde, joue un rôle crucial dans la construction d'un avenir durable et vivable. La forêt boréale canadienne est à la fois une zone critique (*hotspot*) pour la biodiversité et l'écosystème terrestre le plus dense en carbone au monde, stockant deux fois plus de carbone par hectare que les forêts tropicales,² ce qui en fait une alliée incontournable dans la lutte contre les changements climatiques. En tant que gardien de cette forêt, le Canada assume une énorme responsabilité et a la possibilité de jouer un rôle de premier plan en matière de solutions nature efficaces et ambitieuses pour le climat qui protègent la forêt boréale.

Malgré son importance pour la planète, la forêt boréale est fortement menacée par l'exploitation forestière industrielle non durable. Alors que le Canada a pris des engagements de premier plan en faveur d'un large éventail de solutions nature pour le climat, l'industrie forestière continue de couper à blanc plus de 400 000 hectares de forêt boréale chaque année—soit environ cinq patinoires de hockey de la LNH par minute³—dont une grande partie dans des forêts primaires irremplaçables.⁴ Cette conversion des forêts primaires en forêts secondaires, qui stockent moins de carbone, entraîne le transfert de grandes quantités de carbone dans l'atmosphère, ce qui a des répercussions importantes sur le climat.

Comme le souligne ce rapport, le gouvernement du Canada ne comptabilise ni ne réglemente adéquatement ces répercussions sur le climat. Malgré le fait que l'atmosphère ne fait pas de distinction entre le carbone libéré par l'exploitation forestière et le carbone émis par l'utilisation de combustibles fossiles, le gouvernement du Canada a élaboré un ensemble de règles différentes pour l'industrie forestière qui minimise et soustrait ses émissions de la réglementation sur le carbone. En fait, le gouvernement du Canada a faussé l'équation coûts-avantages qui sous-tend son approche de la politique forestière d'une manière qui minimise le coût réel en carbone de l'exploitation forestière industrielle et qui, par conséquent, sous-évalue les avantages liés à la protection des forêts existantes.

Ce rapport cible quatre façons dont le gouvernement du Canada accorde à l'industrie forestière un passe-droit en ce qui concerne ses émissions de carbone : l'utilisation d'une approche comptable déséquilibrée qui masque l'impact total des émissions de l'exploitation forestière, la sous-estimation des émissions associées à l'exploitation forestière industrielle, l'utilisation d'une base de référence gonflée pour évaluer les réductions d'émissions forestières au fil du temps, et l'exclusion des émissions de l'exploitation forestière de son système de tarification du carbone. Ainsi, le Canada gonfle le volume de dioxyde de carbone que les forêts aménagées éliminent de l'atmosphère de plus de 80 millions de tonnes par an, soit un volume supérieur à l'empreinte carbone annuelle du secteur des bâtiments au Canada et plus de 10% du total annuel des émissions de gaz à effet de serre déclarées par le Canada.⁵ En même temps, en ne fixant pas de prix pour l'impact de l'exploitation forestière sur le carbone, le gouvernement du Canada se trouve à subventionner l'une de ses principales sources d'émissions.

Le rapport présente six recommandations qui pavent la voie pour que le Canada devienne un chef de file dans la conservation de la forêt boréale en tant que solution nature pour le climat. Les recommandations forment un cadre stratégique qui reflète mieux l'impact sur le climat de l'industrie forestière et la valeur de la protection des forêts primaires. Ce cadre comprend la rectification de la comptabilisation du carbone forestier, la tarification des émissions de l'exploitation forestière et le soutien à la création d'aires protégées et de conservation autochtones (APCA). En adoptant ces recommandations, le Canada comblera les omissions qui faussent les incitations à la base de ses décisions en matière de politique forestière et menacent actuellement ses engagements en faveur des solutions nature pour le climat et, plus largement, les progrès réalisés en matière de climat. Il incitera également l'industrie forestière à adopter des pratiques plus respectueuses du climat qui l'aideront à rester viable sur un marché de plus en plus axé sur la durabilité. Le Canada est bien placé pour être le chef de file mondial en matière de solutions nature pour le climat, mais pour ce faire, il doit d'abord créer un cadre qui reflète la pleine valeur des forêts primaires... et le coût à payer s'il ne les protège pas.

NOTES DE BAS DE PAGE

- 1 Bronson W. Griscom et collab., *National Mitigation Potential from Natural Climate Solutions in the Tropics*, Philosophical Transactions of the Royal Society B 375, n° 1794 (2020), <https://royalsocietypublishing.org/doi/10.1098/rstb.2019.0126>.
- 2 Matt Carlson, Jeff Wells, and Dina Roberts, *The Carbon the World Forgot*, Boreal Songbird Initiative and Canadian Boreal Initiative, 2009, <https://www.borealbirds.org/sites/default/files/pubs/report-full.pdf>.
- 3 Base de données nationales sur les forêts (Canada), *Superficie forestière exploitée sur des terres privées et publiques au Canada*, consulté le 6 septembre 2021, <http://nfdp.ccfm.org/fr/data/harvest.php>.
- 4 Voir, p. ex., Daniel Kneeshaw et collab., *Is Management or Conservation of Old Growth Possible in North American Boreal Forests?*, Ecology and Recovery of Eastern Old-Growth Forests, (Washington, DC: Island Press, 2018); L.A. Venier et collab., *Effects of Natural Resource Development on the Terrestrial Biodiversity of Canadian Boreal Forests*, Environmental Reviews 22, n° 4 (2014), <https://cdnsiencepub.com/doi/10.1139/er-2013-0075>; W. Smith et R. Cheng, *Canada's Intact Forest Landscapes Updated to 2013*, Global Forest Watch, 2016.
- 5 Gouvernement du Canada, *Émissions de gaz à effet de serre*, consulté le 6 septembre 2021, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/emissions-gaz-effet-serre.html> (consulté le 6 septembre 2021).